

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 13 mai 2024

Faits saillants

- **« Choose France » : annonce d'investissements majeurs en France de 4 entreprises suisses**
- **Croissance modeste au T1 2024 de +0,2% (SECO)**
- **Annonce d'un projet destiné à inclure les crypto-actifs à l'échange d'informations fiscales**

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 16/05	Var. vs 08/05
EUR/CHF	0,9809	+ 0,5 %
USD/CHF	0,9021	- 0,7 %
SMI	11 947	+ 2,97 %
Taux 10a	0,680 %	- 1 pb

Macroéconomie

Croissance : Selon des premières estimations du Secrétariat d'Etat à l'économie SECO (publiée pour la première fois 45 jours après la fin du trimestre, contre 60 jours auparavant), la croissance économique de la Suisse sur le 1^{er} trimestre s'est élevée à +0,2 % (en rythme trimestriel, ajusté des variations saisonnières et des événements sportifs) après +0,3 % au trimestre précédent. Selon le communiqué du SECO, cette progression -modérée- s'inscrit dans la ligne des trois trimestres précédents. La croissance sur le trimestre a avant tout été portée par les services, contrebalançant la mauvaise performance de l'industrie. Pour mémoire, le SECO prévoit sur l'année une croissance de 1,1 % (hors événements sportifs) et la BNS d'environ 1%.

Emploi : Selon l'office fédéral de la statistique, la Suisse comptait 5,3 millions d'actifs occupés au 1^{er} trimestre 2024, correspondant à une progression de +1,4 % en glissement annuel mais à un repli de -1 % par rapport au dernier trimestre 2023. En parallèle, le taux de chômage au sens du BIT s'est établi à 4,3 %, soit 216 000 chômeurs (après 201 000 au T4 2023). La hausse du nombre d'actifs sur un an reste portée par les travailleurs étrangers, dont les effectifs ont crû de +3,4 %, contre une hausse de seulement +0,4 % chez les personnes de nationalité suisse. A noter que le nombre de chômeurs de longue durée au sens du BIT (un an ou plus) était de 72 000, comme au 1^{er} trimestre 2023.

Inflation : L'indice des prix à la production et à l'importation a progressé de +0,6 % entre mars et avril 2024, tiré par la hausse des prix des produits pétroliers et des montres. Par rapport à avril 2023, le niveau des prix de l'offre totale des produits du pays et des produits importés s'inscrit cependant en baisse de -1,8 %.

Secteur financier

Crypto-actifs : Le Conseil fédéral a annoncé le 15 mai lancer un projet destiné à inclure les crypto-actifs aux informations fiscales échangées avec d'autres pays de manière à se conformer aux exigences de l'OCDE et du G20. La Suisse fait partie des 48 pays qui se sont engagés à mettre en œuvre d'ici 2027 une norme fixée par l'OCDE pour inclure les crypto-actifs dans l'échange de renseignements afin de lutter contre la fraude fiscale. Le Conseil fédéral a ainsi décidé d'ouvrir une

consultation sur son projet pour intégrer cette norme sur les crypto-actifs à sa réglementation. Le délai de cette procédure de consultation court jusqu'au 6 septembre. Selon le communiqué du gouvernement, la mise en œuvre du cadre de déclaration des crypto-actifs (CDC) défini par l'OCDE « modernisera encore la réglementation du marché des cryptomonnaies en Suisse et contribuera à préserver la crédibilité et la réputation de la place financière du pays » ; il permettra également d'assurer « l'égalité de traitement avec les actifs classiques ».

Stabilité des banques : Lors d'un événement organisé à l'université de Zurich le 15 mai, Sergio Ermotti, directeur général d'UBS, s'est de nouveau opposé à la nécessité d'une réglementation plus stricte des grandes banques. Il a appelé tous les acteurs impliqués à analyser de manière critique le rôle qu'ils avaient joué et à faire face à leurs responsabilités dans le cadre de la crise du Credit Suisse. Cette prise de parole intervient un jour après que le nouveau directeur de la Finma, l'autorité suisse de régulation financière chargée de superviser les banques du pays, a déclaré qu'il soutenait les nouvelles règles de la réglementation « too big to fail » (TBTF) suggérées il y a un mois par le Conseil fédéral. M. Ermotti avait reconnu lui-même que si la proposition d'obliger les banques internationales à détenir des montants de capital plus élevés était retenue dans le rapport final, les exigences en matière de fonds propres d'UBS pourraient être accrues de 15 à 25 Mds USD. Ne considérant pas qu'UBS serait trop grande pour la Suisse, M. Ermotti a fait part de son étonnement « de voir à quelle vitesse UBS [était] passée du statut de sauveur à celui de futur problème potentiel pour le pays ».

Secteurs non financiers

Choose France : A l'occasion du Sommet Choose France, organisé le 13 mai à Versailles, quatre entreprises suisses ont annoncé des projets d'investissement substantiels en France : i) KL1 AG a officiellement lancé le projet EMMÉ (Electro Mobility Materials Europe), un investissement industriel et technologique de 300 M € dédié à la conversion de métaux critiques (nickel, cobalt) entrant dans la composition des batteries des véhicules électriques ; ii) Holcim s'est engagé à investir plus de 60 M€ en faveur de la décarbonation de ses opérations et de l'économie circulaire ; iii) Novartis a annoncé son intention d'investir environ 30 M€ dans une unité de production destinée à l'approvisionnement du marché français du premier médicament de radiothérapie interne vectorisée (RIV) dans le traitement du cancer de la prostate métastatique ; iv) Adecco s'est engagé à recruter 3 000 personnes en CDI, principalement au sein de sa marque technologique Akkodis et sur des métiers d'avenir, ainsi que 8 000 actifs en CDI intérimaire, notamment dans l'industrie.

Agriculture : Selon le dernier relevé des structures agricoles de l'Office fédéral de la statistique, le nombre d'exploitations agricoles a continué de diminuer en 2023 (-1,3% par rapport à 2022) alors que l'agriculture biologique a poursuivi sa progression, plus lentement toutefois que ces dernières années. 7 896 des 47 719 fermes suisses (16,5%, +0,3 pt par rapport à 2022) ont ainsi choisi un mode d'exploitation biologique.

Par ailleurs, début 2023, le Conseil fédéral a annoncé les premiers résultats des programmes relevant des paiements directs afin de mettre en œuvre l'initiative parlementaire « Réduire le risque de l'utilisation des pesticides ». En 2023, 19% des terres arables, des vignobles et des surfaces maraîchères étaient exploitées sans recourir aux herbicides.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY, Alexandre SABBAGHI

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuel : Pixabay